



ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Pouvoir adjudicateur

Centre Hospitalier Le Vinatier

Adresse : 95 Boulevard Pinel BP 30039 69678 BRON

Téléphone : 04 35 91 55 55

Télécopie : 04 81 92 58 02

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Le Vinatier : Pascal Mariotti

Objet de l'accord-cadre

**Refonte des sites Internet et Extranet de l'établissement Le Vinatier – Psychiatrie Universitaire Lyon
Métropole**

Comptable public assignataire des paiements

Trésorerie hospitalière de la Métropole de Lyon

3, quai des Célestins

69002 LYON

Sommaire

1.	Objet de l'accord-cadre	3
2.	Dispositions générales	3
3.	Durée de l'accord-cadre - reconduction	3
4.	Documents contractuels	3
5.	Obligations des cocontractants	4
6.	Défaillance du titulaire	9
7.	Modifications en cours d'exécution	9
8.	Marchés de prestations similaires	9
9.	Evolution technologique ou réglementaire	9
10.	Dispositions relatives à la sous-traitance	9
11.	Modalités de détermination des prix de règlement	9
12.	Conditions d'exécution de l'accord-cadre	12
13.	Opérations de vérification	13
14.	Pénalités	15
15.	Garantie technique	15
16.	Maintenance et évolution	15
17.	Certificat de bonne exécution du marché	15
18.	Propriété intellectuelle	16
19.	Avance	16
20.	Acomptes	17
21.	Modalités de règlement	17
22.	Facturation et délais de paiement	17
23.	Cession ou nantissement de créances	18
24.	Exécution aux frais et risques du titulaire	18
25.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	19
26.	Résiliation de l'accord-cadre	19
27.	Droit et langue	19
28.	Règlement des différends	20
29.	Garantie	20
30.	Redressement ou liquidation judiciaire	20
31.	Dérogations aux documents généraux	20

1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre concerne la refonte des sites Internet et Extranet de l'établissement Le Vinatier – Psychiatrie Universitaire Lyon Métropole¹.

L'objet de l'accord-cadre englobe également la migration des contenus, l'hébergement des sites, leur maintenance, leur évolution et la formation des équipes utilisatrices.

La description de la prestation attendue figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2. Dispositions générales

2.1. Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

2.2. Allotissement

Cet accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes, conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique.

2.3. Forme et étendue du marché public

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à des bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 220 000 € HT pour la durée globale, reconductions comprises, en application de l'article R. 2162-4 2° du Code de la commande publique.

3. Durée de l'accord-cadre - reconduction

La durée du marché est de 12 mois à partir de sa date de notification.

Le marché peut être reconduit par périodes successives de 12 mois pour une durée maximale de reconduction de 36 mois. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne peut pas s'y opposer.

4. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, l'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du Centre Hospitalier Le Vinatier (CHLV) font seuls foi, par ordre de priorité décroissante :

¹ Précision terminologique : « Le Vinatier - Psychiatrie Universitaire Lyon Métropole » est l'enseigne de l'établissement ; « Centre Hospitalier Le Vinatier » est sa dénomination.

-
- L'acte d'engagement ;
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
 - Le CCAG applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC)² approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021) sauf dérogations mentionnées à l'article « Dérogations aux documents généraux » du présent CCAP ;
 - Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires du titulaire ;
 - Les dispositions du mémoire justificatif du titulaire qui ne contredisent pas les pièces de l'accord-cadre à bons de commande listées ci-dessus ;
 - Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;
 - Les bons de commande.

En cas de modification apportée en cours d'exécution, tout document modificatif possède la même valeur que le document auquel il se rapporte.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, celle-ci s'y verrait directement appliquée dès sa promulgation. L'opérateur économique doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre.

N.B. : aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent contrat (exemple : conditions figurant sur les factures, conditions énoncées dans les documents commerciaux, conditions générales de vente imprimées au verso des pièces contractuelles etc.). Seules les dispositions du Code de la commande publique et les documents énoncés ci-dessus sont applicables.

5. Obligations des cocontractants

5.1. Représentation

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-TIC, dès la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et indique par mail cette désignation au titulaire.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à l'engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le suivi contractuel de l'accord-cadre est assuré par la cellule des marchés du Centre Hospitalier Le Vinatier (cellule_marches@ch-le-vinatier.fr).

Conformément à l'article 3.4 du CCAG-TIC, dès la notification de l'accord-cadre, le représentant du titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à l'engager et la ou les personnes chargées d'assurer le pilotage de la mission objet du présent accord-cadre.

² Tous les CCAG sont consultables sur le site www.legifrance.fr

Dans l'hypothèse d'une absence, empêchement ou tout autre motif nécessitant le remplacement temporaire ou permanent d'une personne initialement dédiée à l'exécution des prestations, le titulaire doit communiquer au CHLV toute information utile permettant d'apprécier l'équivalence de compétence du remplaçant pressenti afin d'obtenir l'accord préalable de la personne publique sur ledit changement.

En cas de refus, le titulaire a la possibilité de proposer un autre remplaçant sous réserve des dispositions susmentionnées.

A défaut de proposition d'un remplaçant de qualité jugée équivalente à celle de la personne initialement désignée, le CHLV se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire dans les conditions du o) de l'article 50.1 du CCAG-TIC.

Le titulaire s'engage, si cela était nécessaire pour mener à bien sa mission, à augmenter l'effectif de son équipe sans accroissement de sa rémunération.

5.2. Echanges dématérialisés

Les échanges concernant l'exécution du présent accord-cadre se font de manière dématérialisée.

5.3. Assurances

Le titulaire est responsable de tous les dommages accidentels aux tiers et aux matériels causés par un personnel dans l'exercice du présent accord-cadre et doit pouvoir fournir sur demande les attestations d'assurance voulues, garantissant une couverture suffisante appropriée à l'objet de l'accord-cadre, en application de l'article 9 du CCAG-TIC.

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il transmet au CHLV dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution des prestations les justificatifs d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément et immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Le titulaire doit être en mesure de fournir ces mêmes documents pour ses sous-traitants.

5.4. Obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six (6) mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail. A ce titre, il fournit les modalités d'accès à ces documents.

5.5. Confidentialité – Protection des données personnelles

5.5.1 Confidentialité

Tous les documents transmis dans le cadre de la consultation ou de l'exécution du présent accord-

cadre doivent rester confidentiels. Le titulaire s'engage à détruire l'ensemble de ces documents à l'échéance de la durée utile d'archivage.

Par ailleurs, le titulaire et le CHLV qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

5.5.2 Clauses relatives au respect du RGPD

Convention de dénomination :

- **« RGPD »** : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- **« candidat(s) au marché public »** : personne(s) physique(s) répondant au présent marché public que celle(s)-ci agissent au nom et pour le compte d'une personne morale ou pour leur propre compte ;
- **« données personnelles »** : données à caractère personnel au sens de l'article 4 du RGPD, soit « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « **personne concernée** ») ; est réputée être une « **personne physique identifiable** » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale » ;
- **« traitement »** : conformément à l'article 4 du RGPD, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » ;
- **« responsable du traitement »** : conformément à l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre » ;
- **« sous-traitant au sens du RGPD »** : conformément à l'article 4 du RGPD, la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.

Traitement de données personnelles par le pouvoir adjudicateur

En application de l'article 13 du RGPD, tout candidat au marché public est informé de ce que les données personnelles qu'il fournit (notamment nom, prénom, adresse mail) sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement dans le cadre des procédures de passation, attribution, exécution et archivage

du présent accord-cadre selon les caractéristiques suivantes :

- **Identité et coordonnées du responsable de traitement** : Centre Hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel - BP 30039 - 69678 Bron cedex ;
- **Coordonnées de la déléguée à la protection des données** : dpo@ch-le-vinatier.fr ;
- **Finalités du traitement** : gestion des phases de passation, attribution, exécution et archivage de l'accord-cadre ;
- **Base juridique du traitement** : selon les finalités, article 6.1 c) et f) du RGPD – pour l'article 6.1 f), le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le CHLV (disposer des informations nécessaires en cas de réclamation ou de contentieux) ;
- **Destinataires ou catégories de destinataires** : agents habilités de la Direction Achat et Ingénierie
- **Durée de conservation** : durée d'utilité administrative
- **Exercice de droits** : conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données personnelles sont traitées disposent notamment de droits d'accès, de rectification et d'opposition qui peuvent être exercés :
 - **auprès du Responsable de traitement, en contactant** :
Centre Hospitalier Le Vinatier
Pôle Achat et Ingénierie
Bât 309
95 Bd Pinel
69678 Bron cedex
Mail : _cellule_marches@ch-le-vinatier.fr
 - **auprès de la Déléguée à la protection des données du Responsable de traitement, en contactant** :
Centre Hospitalier Le Vinatier
Déléguée à la protection des données (DPO)
95 Bd Pinel
69678 Bron cedex
Mail : dpo@ch-le-vinatier.fr

Si besoin, les personnes concernées disposent également d'un droit de réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés : **CNIL** - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Traitement de données personnelles pour le pouvoir adjudicateur

➤ Prérequis en matière de sous-traitance au sens du RGPD

L'exécution du présent marché public impose que son titulaire puisse ponctuellement accéder à des données personnelles traitées par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire interviendra alors en qualité de **sous-traitant au sens du RGPD**.

Or, conformément aux dispositions de l'article 28.1 du RGPD « lorsqu'un traitement doit être effectué pour le compte d'un responsable du traitement, celui-ci fait uniquement appel à des sous-traitants qui présentent **des garanties suffisantes** quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent

règlement et garantit la protection des droits de la personne concernée ».

Par suite, tout candidat au marché doit soumettre au pouvoir adjudicateur les éléments d'information et la documentation de son choix aux fins de justifier desdites garanties.

Exemples :

1. indication de la désignation d'un délégué à la protection des données,
2. transmission de la politique de sécurité des systèmes d'information du candidat,
3. indication de ce que le personnel du candidat est lié par une clause de confidentialité,
4. certification norme ISO 27001,
5. indication de l'adoption par le candidat d'un code de conduite ou d'un mécanisme de certification visés par l'article 24 §3 du RGPD et transmission d'éléments de documentation.

➤ **Sur les modalités de la sous-traitance au sens du RGPD**

Selon les dispositions de l'article 28.3 du RGPD, « **Le traitement par un sous-traitant est régi par un contrat** ou un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, qui lie le sous-traitant à l'égard du responsable du traitement, définit l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement. **Ce contrat ou cet autre acte juridique prévoit, notamment, que le sous-traitant :**

- a) **ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement**, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le sous-traitant est soumis ; dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- b) **veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;**
- c) **prend toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 ;**
- d) **respecte les conditions visées aux paragraphes 2 et 4 pour recruter un autre sous-traitant ;**
- e) **tient compte de la nature du traitement, aide le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III ;**
- f) **aide le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du sous-traitant ;**
- g) selon le choix du responsable du traitement, supprime toutes les données à caractère personnel ou les renvoie au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ; et
- h) met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la

réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

En ce qui concerne le point h) du premier alinéa, le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du présent règlement ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données ».

Conformément aux dispositions précitées, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à conclure, ultérieurement à la notification du présent accord-cadre, un contrat de sous-traitance au sens du RGPD.

6. Défaillance du titulaire

En cas de défaillance réitérée, le CHLV peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire, après qu'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution a été préalablement notifié à celui-ci et est restée infructueuse, en application des dispositions de l'article 50 du CCAG-TIC.

7. Modifications en cours d'exécution

L'accord-cadre peut être modifié dans les conditions prévues aux articles R. 2194-2 à R. 2194-9 du Code de la commande publique. Un avenant est alors conclu pour acter ces modifications, hormis le cas d'une révision de prix prévue par l'article « révision des prix » du présent CCAP.

8. Marchés de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en application l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique relatif à la passation de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

La passation d'un éventuel marché de prestations similaires ne pourra induire un dépassement du seuil de la procédure formalisée pour le montant cumulé des deux marchés.

9. Evolution technologique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique ou technique majeure ou d'évolution réglementaire, l'administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC.

10. Dispositions relatives à la sous-traitance

La sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite. Cependant, le titulaire est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités relatives à la sous-traitance (présentation, acceptation, paiement direct) sont définies aux articles R. 2193- 3 et 4 du Code de la commande publique.

11. Modalités de détermination des prix de règlement

11.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, y compris les éventuels frais de déplacement et hébergement, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

11.2 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre définis au BPUF sont pour partie forfaitaires et pour partie unitaires.

Les prix suivants sont de nature forfaitaire :

- refonte du site internet (section 1A),
- refonte du site intranet (section 2A),
- hébergement des sites intranet et extranet (section 3A),
- maintenance préventive (section 4A).

Les prix suivants sont de nature unitaire :

- formation des opérateurs (section 1B),
- maintenance curative et évolutive (section 2B).

Les prix relatifs à la refonte des sites et à leur hébergement sont fermes et actualisables.

Les prix relatifs à la maintenance (préventive, curative et évolutive) et à la formation sont révisables.

11.3 Actualisation des prix

S'agissant des prix fermes actualisables, ils sont actualisés si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre le mois de remise des offres et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois (3) mois à la date de début d'exécution des prestations.

Il sera fait application aux prix initiaux du marché d'un coefficient C donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85(I_m / I_o)$$

Selon les dispositions suivantes :

- C = coefficient d'actualisation
- I_m = Valeur de l'indice de référence définitif connu au mois de début d'exécution des prestations diminué de 3 mois
- I_o = Valeur de l'indice de référence définitif connu au mois de remise des offres

L'index de référence est le suivant :

Code	Libellé
SYN REV	Syntec révisé (consultable au Moniteur et sur le site www.syntec.fr)

Conformément à l'article 10.1.2 du CCAG-TIC, le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

11.4 Révision des prix

Pour les prix révisibles, les modalités de révision sont les suivantes :

Ils sont invariables pendant la première période de 12 mois d'exécution de la prestation et sont révisibles à chaque commencement d'une nouvelle période de 12 mois dans les conditions ci-dessous.

L'ajustement, à la hausse comme à la baisse, est effectué par application aux prix initiaux du marché d'un coefficient C donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85(I_m / I_0)$$

Dans laquelle :

I_m = dernière valeur définitive connue de l'index de référence à la date de la demande de révision,

I_0 = valeur de l'index de référence au mois de remise des offres ou « mois zéro ».

L'index de référence est le suivant :

Code	Libellé
SYN REV	Syntec révisé (consultable au Moniteur et sur le site www.syntec.fr)

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, le coefficient de révision est arrondi à trois décimales au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

Cet ajustement s'applique ligne par ligne aux prix concernés du BPUF.

La nouvelle proposition tarifaire doit être envoyée par le titulaire deux mois avant la date anniversaire du début de l'accord-cadre par courrier électronique à : _cellule_marches@ch-le-vinatier.fr

A défaut de transmission, l'accord-cadre s'exécute dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le titulaire puisse formuler aucune réclamation.

La révision des prix doit être validée par courrier (transmis par email) du pouvoir adjudicateur avant d'être effective.

11.5 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

11.6 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.7 Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC et dans le cas où l'application des conditions de révision des prix conduit à une variation de prix supérieure à 3 % par an, l'administration se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché.

12. Conditions d'exécution de l'accord-cadre

12.1 Conditions de passation des bons de commande

Les prestations sont réalisées par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande sont transmis par voie électronique. A cette fin, le titulaire indique au pouvoir adjudicateur l'adresse électronique adéquate pour la transmission des bons de commande.

Chaque bon de commande précise :

- L'identification des parties : administration et titulaire,
- L'adresse de facturation,
- Les références propres au bon de commande : numéro, date d'émission, signature,
- La date et le code d'identification du service en charge du paiement : CHV_AVEC_CMD + Numéro d'engagement transmis par le pouvoir adjudicateur (deux lettres + six chiffres), à transmettre par le titulaire sur ChorusPro,
- La désignation, la quantité et la référence des prestations à exécuter ou des fournitures à livrer,
- Le montant du bon de commande (en HT / TTC, taux TVA),
- La référence de l'accord-cadre.
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser,
 - Les conditions particulières d'exécution,
 - Les délais de réalisation de la prestation,
 - Le lieu d'exécution de la prestation,
 - Les documents à fournir à l'issue de la prestation.

12.2 Délai d'exécution des prestations

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-TIC, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

Chaque soumissionnaire ayant remis une proposition de planning avec son offre, le planning du titulaire est rendu contractuel et sert de base à l'application des éventuelles pénalités de retard (voir l'article « pénalités » du présent CCAP).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et doivent être réalisés jusqu'à leur complète exécution. En tout état de cause, en application de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, la prolongation de l'exécution des bons de commande au-delà de la date-limite de validité de l'accord-cadre doit s'effectuer dans des conditions qui ne méconnaissent pas l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Par ailleurs, par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG-TIC, le délai maximal d'indisponibilité des sites internet et extranet est fixé à deux heures à compter du signalement du pouvoir adjudicateur au prestataire. Au-delà de ce délai, ce dernier se verra appliquer des pénalités selon les dispositions prévues à l'article « pénalités » du présent CCAP.

12.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- **si** le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- **et à condition** que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Aussi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation, conformément à l'article 13.3.4 du CCAG-TIC.

Toute demande de prolongation doit être adressée au pouvoir adjudicateur au mail :

_cellule_marches@ch-le-vinatier.fr

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG-TIC, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

12.4 Concertation en début de prestation

Le titulaire convient, dans les 15 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, d'un rendez-vous avec le représentant du CHLV chargé de la mise en place du présent accord-cadre, pour définir clairement l'exécution pratique des prestations.

12.5 Fermeture de l'entreprise du titulaire pour congés

L'exécution normale du service ne sera pas interrompue pendant la période éventuelle de fermeture de l'entreprise du titulaire.

Si le titulaire décide de la fermeture de son entreprise pour congés, il doit faire assurer les prestations qui lui sont confiées dans les mêmes conditions que celles prévues au présent accord-cadre.

13. Opérations de vérification

Le processus de réception mis en œuvre par l'acheteur et le titulaire comporte les trois étapes suivantes :

-
- la mise en ordre de marché (MOM) ;
 - la vérification d'aptitude (VA) ;
 - la vérification de service régulier (VSR).

13.1 Mise en ordre de marche (MOM)

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC, le titulaire effectue la mise en ordre de marche du site internet dans le respect du calendrier détaillé arrêté lors de la réunion de démarrage du marché. Un procès-verbal de mise en ordre de marche est signé à l'issue.

13.2 Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude a pour but de constater que le site internet livré et mis en ordre de marche par le titulaire est conforme aux stipulations du CCTP.

Conformément aux articles 32.3 et 33.2.1 du CCAG-TIC, la vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche, dans un délai maximum d'un mois.

Les tests et essais pour la vérification d'aptitude seront mis en œuvre par l'acheteur.

Le succès des essais et tests conditionnent la rédaction du procès-verbal de vérification d'aptitude.

Si la vérification d'aptitude est positive, l'acheteur rédige un procès-verbal de vérification d'aptitude et procède à la vérification de service régulier.

Si la vérification d'aptitude est négative, l'acheteur prend une décision d'ajournement. L'acheteur notifie par écrit ses remarques au titulaire. Conformément à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC, le titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours à compter de la notification des remarques de l'acheteur pour présenter une version corrigée de ses prestations et prononcer une nouvelle mise en ordre de marche. L'acheteur peut également prendre une décision de rejet, conformément à l'article 34.4 du CCAG-TIC.

13.3 Vérification de service régulier (VSR)

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, une fois la vérification d'aptitude positive prononcée, la vérification de service régulier ne démarre qu'une fois le site installé en environnement de production chez l'hébergeur de l'acheteur.

La VSR a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation et remplissent les fonctions attendues dans le présent marché.

Conformément à l'article 32.4 du CCAG-TIC, la régularité du service s'observe pendant 30 jours à compter de la date de décision positive de la vérification d'aptitude.

Pendant la période de VSR, si l'acheteur constate des dysfonctionnements, il les signale au titulaire.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée des indisponibilités sur le mois ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

Conformément à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC, si la vérification de service régulier est négative, l'acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit d'ajournement, avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire de 30 jours, soit d'admission avec réfaction, soit de rejet.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC, l'absence de notification de la décision de VSR dans le délai de 7 jours n'entraîne pas réception des prestations.

13.4 Réception

Si la vérification de service régulier est positive, l'acheteur prend une décision de réception des prestations.

La décision de réception entraîne le transfert de propriété à la personne publique.

La réception inclut la remise de l'ensemble des livrables prévus dans le CCTP.

14. Pénalités

14.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, lorsque les délais prévus au planning du titulaire sont dépassés, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, sauf faute de l'acheteur ou cas de force majeure, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité HT ;

V = montant HT de la prestation concernée ;

R = nombre de jours ouvrés entamés de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, la pénalité est appliquée sur simple constatation du retard par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes de la prestation concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'existe pas de montant en-deçà duquel le titulaire est exonéré des pénalités.

14.2 Pénalités d'indisponibilité

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 50 € HT par heure ouvrée d'indisponibilité au-delà du délai maximal fixé à l'article « délai d'exécution des prestations » du présent CCAP.

15. Garantie technique

Conformément aux articles 5.4 et 7.2 du CCTP, la garantie est opérationnelle pendant une durée de 12 mois suivant la mise en ligne. Elle démarre à compter de l'émission du procès-verbal de vérification de service régulier (VSR) suite au lancement du site.

16. Maintenance et évolution

Suite à la refonte des sites, le prestataire en assure l'hébergement, la maintenance et l'évolution conformément aux articles 5.4 et 7.2 du CCTP.

17. Certificat de bonne exécution du marché

Le pouvoir adjudicateur peut délivrer au titulaire du présent accord-cadre ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations un « **certificat de bonne exécution de l'accord-cadre** », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du pouvoir adjudicateur qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat peut notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard.

18. Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur exige que le titulaire cède à titre exclusif l'ensemble des droits patrimoniaux relatifs à l'intégralité des contenus réalisés à la faveur de l'accord-cadre afin qu'il exploite sous toutes formes par tous les moyens et / ou procédés les sites internet et extranet développés par le titulaire.

Il est entendu que les noms de domaines restent la propriété du pouvoir adjudicateur. Le Centre Hospitalier Le Vinatier sera propriétaire de l'intégralité des sites internet et extranet. Le titulaire s'engage à céder au pouvoir adjudicateur les droits de reproduction, de représentation et d'exploitation des sites qu'il aura conçus dans le cadre du présent marché.

19. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante-mille (50 000) € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

19.1 Conditions de garantie pour le versement de l'avance

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf pour les organismes publics.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvre la totalité de celle-ci.

Le pouvoir adjudicateur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

19.2 Montant de l'avance

Il est précisé que c'est l'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-TIC qui est retenue pour le paiement de l'avance au titulaire ou à son sous-traitant admis au paiement direct si le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si sa durée est inférieure ou égale à douze (12) mois ; si cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est fixée à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant mentionné ci-dessus divisée par cette durée exprimée en mois. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 du même Code est fixé à 20 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

19.3 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectue en une seule fois après production de la garantie à première demande.

19.4 Modalités de remboursement de l'avance

Les articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique s'appliquent au remboursement de l'avance.

20. **Acomptes**

Le droit de percevoir des acomptes est reconnu au titulaire de l'accord-cadre dans les conditions fixées aux articles R. 2191-20 à 22 du Code de la commande publique.

21. **Modalités de règlement**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-TIC.

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après exécution des prestations et décision d'admission. Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

22. **Facturation et délais de paiement**

22.1 Transmission des demandes de paiement

La demande de paiement ne peut se faire qu'après exécution de la prestation indiquée sur le bon de commande ou dans le marché.

Les factures portent obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET du Centre Hospitalier Le Vinatier en tant que destinataire de la facture : 266 900 083 00012
- Le numéro du bon de commande (deux lettres + six chiffres) auquel rattacher la facture, qui devra être transmis au fournisseur par le service commanditaire.
- Le cas échéant, le numéro du marché.

La transmission des factures au CH Le Vinatier se fait de manière dématérialisée sur le portail national CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) et ce, même pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Le code service à sélectionner pour déposer la facture est : CHV_AVEC_CMD.

22.2 Paiements des cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou des membres du groupement sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

22.3 Paiement des sous-traitants éligibles au paiement direct

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

22.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le Centre Hospitalier Le Vinatier doit effectuer le paiement dans un délai maximal de 50 jours. Cependant, dans la pratique, les paiements sont régulièrement effectués dans un délai plus court.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le CHLV.

En cas de retard de paiement par le CHLV, le fournisseur a droit au versement d'intérêts moratoires légaux, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le comptable payeur est la Trésorerie Hospitalière de la Métropole de Lyon - 3 Quai des Célestins 69002 LYON.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

L'attention du titulaire de l'accord-cadre est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour de l'accord-cadre et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification /ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- retard dans le retour des documents transmis pour signature,

et plus généralement pour tout motif de retard imputable au prestataire (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence...).

Tous les motifs de retard imputables au titulaire de l'accord-cadre suspendent de plein droit le délai de paiement.

23. Cession ou nantissement de créances

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

24. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le titulaire est tenu au respect des obligations contractuelles du présent accord-cadre. S'il se trouve

dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations, il doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur par mail, confirmé par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, ou en cas d'absence de réactivité du titulaire, le CHLV peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 54 du CCAG-TIC, sous réserve que les prestations ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai d'un mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

25. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le pouvoir adjudicateur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 26 du CCAG-TIC sont applicables.

26. Résiliation de l'accord-cadre

26.1 Résiliation pour faute

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, le Centre Hospitalier Le Vinatier peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire, dans les cas décrits à l'article 50 du CCAG-TIC.

Conformément à l'article 50.2 du CCAG-TIC, pour les cas de figure évoqués aux g, i, m et n de l'article 50.1 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre sans mise en demeure.

Le CHLV peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 54 du CCAG-TIC. La décision de résiliation le mentionne expressément.

Par ailleurs, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat est résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

26.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC.

27. Droit et langue

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

28. Règlement des différends

Les différends sont réglés conformément à l'article 55 du CCAG-TIC.

28.1 Règlement amiable des différends

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre peut être soumis par le titulaire au CHLV. La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

A défaut de résolution du litige ou différend par cet interlocuteur, le titulaire peut saisir le médiateur des entreprises de la région Auvergne-Rhône Alpes (liste consultable au lien suivant : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/Le-mediateur-des-entreprises>)

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

28.2 Règlement contentieux des différends

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Si l'affaire doit être portée devant les tribunaux, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent (Tribunal Administratif de Lyon - 184, rue Duguesclin, 69003 Lyon – France / Tél. : 04 87 63 50 00).

29. Garantie

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre. Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des éléments livrés, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

30. Redressement ou liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au pouvoir adjudicateur dans les quinze (15) jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au redressement ou à la liquidation, ainsi qu'une copie de tous les actes afférents aux autorisations de poursuite d'activité du titulaire conformément à l'article L. 622-13 du Code de commerce (sauvegarde ou redressement judiciaire) ou à l'article L. 641-11-1 du même Code (liquidation judiciaire).

Si le liquidateur judiciaire ne reprend pas les obligations du titulaire, l'accord-cadre est résilié conformément à l'article 48.2 du CCAG-TIC.

31. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG-TIC par les articles suivants du CCAP :

L'article 4 (documents contractuels) déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

L'article 9 (évolution technologique ou réglementaire) déroge à l'article 51 du CCAG-TIC.

L'article 11.7 (clause de sauvegarde) déroge à l'article 51 du CCAG-TIC.

L'article 12.2 (délai d'exécution des prestations) déroge à l'article 14.2.6 du CCAG-TIC.

L'article 13.1 (installation et mise en ordre de marche) déroge à l'article 29 du CCAG-TIC.

L'article 13.3 (vérification de service régulier) déroge aux articles 32.4 et 33.2.2 du CCAG-TIC.

L'article 14.1 (pénalités de retard) déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-TIC.

L'article 14.2 (pénalités d'indisponibilité) déroge à l'article 14.2.6 du CCAG-TIC.

L'article 17 (propriété intellectuelle) déroge à l'article 46 du CCAG-TIC.

L'article 23 (exécution aux frais et risques du titulaire) déroge à l'article 54 du CCAG-TIC.

L'article 25.2 (résiliation pour motif d'intérêt général) déroge à l'article 51 du CCAG-TIC.